



LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE
L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORET – PORTE-PAROLE
DU GOUVERNEMENT

LE MINISTRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DU SPORT

LE SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DU BUDGET ET DES
COMPTES PUBLICS

LE SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DES SPORTS

République Française

Paris, 20 AVR. 2017

Mesdames, Messieurs les professionnels de la filière équine,

A la suite de la réunion du 11 janvier dernier sur l'avenir de la filière équine, vous vous êtes fortement impliqués dans le cadre des trois groupes de travail que nous avons lancés à cette occasion. Plus de 60 propositions, jointes en annexe de ce courrier, ont été formulées. Nous tenons à vous remercier pour l'ensemble de ces contributions et pour la richesse des discussions qui les ont accompagnées.

Sans attendre l'aboutissement du travail aujourd'hui bien engagé pour l'élaboration d'un contrat de filière qui arrêtera les mesures pouvant être mises en œuvre par l'Etat en contrepartie des actions relevant des organisations socioprofessionnelles, nous souhaitons d'ores et déjà vous faire part des mesures que nous avons prises à court terme, pour répondre aux préoccupations des entreprises de la filière équine et comme nous nous y étions engagés.

Nous avons, dès le 24 mars 2017, envoyé un courrier au Commissaire européen aux affaires économiques et financières afin de rappeler notre attachement au secteur équin et le souhait du gouvernement que la révision de la directive TVA prenne en compte les spécificités de la filière en favorisant une fiscalité adaptée à ce secteur.

Nous soutenons également la demande exprimée par le secteur des courses à l'autorité de la concurrence de reconsidérer sa décision du 25 février 2014 qui a conduit à la séparation des masses du PMU entre paris hippiques en point de vente et paris hippiques en ligne compte tenu des évolutions intervenues depuis sa décision.

Nous annonçons que le relevé d'identité des parieurs au stade des mises n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} janvier 2019 afin de laisser un temps d'adaptation au PMU et seulement à partir d'un plafond par transaction de 2000 €.

L'expérience du « pari événementiel » de La Française des jeux a été suspendue pour permettre une meilleure concertation entre l'entreprise, le PMU, l'ensemble de la filière équestre et l'Etat, en vue d'assurer une évaluation de l'expérimentation sur l'ensemble des enjeux des parties prenantes.

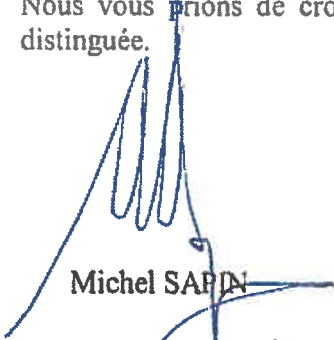
Nous sommes favorables à l'ouverture de discussions sur les nouveaux types de paris qui pourraient être autorisés.

Concernant le secteur de l'innovation, qui est un facteur de dynamisme pour la filière équine, un soutien au pôle national de compétitivité « Hippolia » a été décidé.

Enfin, nous souhaitons dès maintenant lancer une étude sur la formation en alternance dans le secteur équin, avec l'appui de l'IFCE et de l'Institut du droit équin.

Parmi les autres propositions avancées, certaines devront faire l'objet de travaux complémentaires (par exemple sur l'opportunité d'un changement d'assiette pour la fiscalité des paris), à la fois entre acteurs de la filière et avec nos services, afin d'aboutir à un véritable contrat de filière.

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre considération distinguée.



Michel SAPIN



Stéphane LE FOLL



Patrick KANNER



Christian ECKERT



Thierry BRAILLARD

Groupe de travail 1 : attractivité des courses

feuille n°	structure(s) réalisatrice(s)	proposition (synthèse)	responsable de l'action	impact juridique	Coût financier pour les structures professionnelles	coût financier pour l'Etat
1	PMU	accompagner, par un financement public, le déploiement d'une solution de géolocalisation des chevaux en course et captation de leurs performances, sur les 70 hippodromes accueillant des courses premium pour l'ensemble des disciplines	PMU + Sociétés de courses	non	oui	soutien financier demandé
2	France Galop	Nouveau Longchamp	France Galop	non	oui	non
3	institution des courses	mettre en oeuvre un plan marketing commun des courses	institution des courses	non	oui	non
4	ARJEL	renforcer l'éthique et la transparence des courses hippiques (création d'une commission Ethique de l'hippisme pilotant la lutte antidopage, croisement de fichiers des socioprofessionnels des courses et fichier ARJEL)	Sociétés mères / Etat / Arjel	oui concernant le croisement des fichiers entre les SM et les interdits de jeux	non	non
5	Coordination rurale	Proposer de nouvelles épreuves sur les hippodromes (pony, trait tract...) et proposer des paris sur ces épreuves	Sociétés mères	oui	oui	non
6	France Galop – Le Trot	simplification de la procédure d'agrément de nouveaux propriétaires de chevaux de courses	Sociétés mères / Etat	oui	non	non

Groupe de travail 1 : attractivité des paris

feuille n°	structure(s) réalisatrice(s)	proposition (synthèse)	responsables de l'action	Impact juridique	Coût financier pour les structures professionnelles	Coût financier pour l'Etat
7	ARJEL	Améliorer l'attractivité des paris hippiques par l'augmentation progressive du TRP favorisant un meilleur recyclage des gains	PMU	non	oui	soutien financier demandé
8	PMU Coordination rurale	Etendre à tout le réseau l'expérience de la nouvelle rémunération des points de vente menée au premier semestre 2017 et en mesurer le coût qui pourrait être financé par une baisse fiscale	PMU	non	oui	soutien financier demandé
9	ARJEL Coordination rurale	Redynamiser l'environnement des jeux en ligne pour les rendre attractifs auprès des jeunes (immersion des joueurs dans la course, paris complémentaires adressés à une base de paris traditionnels).	opérateurs de jeux	oui	oui	non
10	ARJEL	Rénovation de l'offre de jeu de paris hippiques en ligne (part en direct sur le résultat final de la course, paris sur jockeys, information sur la masse d'enjeux et des enjeux par cheval)	Opérateurs de jeux	oui	non	non
11	ARJEL	Adapter le calendrier des courses hippiques aux attentes des parieurs (création d'un groupe de travail avec les parieurs)	sociétés mère de courses	non	non	non

12	PMU Coordination rurale	harmoniser les taux de retour parieur (TRP) entre le pari hippique et le pari sportif en point de vente	Etat	oui	oui	oui
12 bis	France Galop et Le Trot	Equilibrage de la fiscalité des paris hippiques et des paris sportifs off line	Etat	oui	non	oui
13	PMU	Autoriser les duels de jockeys et autres innovations	Opérateurs de jeux	oui	non	non
14	PMU	autoriser les paris sur les instant races (courses historiques rendues non identifiables)	opérateurs de jeux	oui	non	non
15	Coordination rurale	Simplification de l'offre de paris hippiques	opérateurs de jeux	non	non	non
16	PMU	agrèger les masses d'enjeux de plusieurs types de paris dans une masse unique	opérateurs de jeux	non	non	non
17	PMU	simplifier le parcours client online (faciliter la procédure d'ouverture de compte)	ARJEL	oui	non	non
18	PMU	Desserrer les contraintes liées à l'application du droit de la concurrence (ADLC) concernant la séparation des masses du réseau online et du réseau physique	ADLC	oui	non	non
19	PMU	optimiser le programme et le calendrier des courses proposées aux parieurs en valorisant leur rentabilité	sociétés mère de courses	non	oui	non

Groupe de travail 1 : équilibre financier

note n°	structure(s) rédactrice(s)	proposition (synthèse)	responsable de l'action	Impact juridique	Coût financier pour les structures professionnelles	coût financier pour l'Etat
20	PMU	asseoir la fiscalité des jeux sur le PBU s'agissant de tous les prélèvements de l'Etat pour l'ensemble de l'activité du PMU offline et online	Etat	oui	non	oui
21	PMU	Permettre au PMU de bénéficier des conventions fiscales internationales sur la suppression/limitation de la double imposition	Etat	oui	non	oui
22	PMU	Revoir le statut fiscal des bons à parier pour éviter la double imposition pour l'opérateur	Etat	oui	non	oui
23	France Galop	Plan de performance France Galop	France Galop	non	oui	non
24	PMU	Identifier et mettre en oeuvre des synergies de fonctions support entre France Galop, Le Trot et le PMU	Sociétés mères et PMU	non	oui	non
25	PMU	Mettre en oeuvre par le PMU un plan de performance opérationnel visant à rationaliser l'organisation de l'entreprise	PMU	non	oui	non
26	France Galop – SECF	Augmenter le taux de la taxe sur les paris sportifs offline et baisser le taux de la taxe sur les paris hippiques offline, à recettes identiques pour l'Etat.	Etat	oui	non	non
27	PMU	Mettre en oeuvre le plan stratégique PMU 2020.1 pour relancer l'activité des paris	PMU	non	non	non

28	PMU	Etablir un moratoire sur le test de live betting proposé par la FDJ sur les événements sportifs en point de vente	Etat	non	non	non
29	PMU	Autoriser l'augmentation du plafond d'activité des grands parieurs internationaux au sein des enjeux PMU	Etat	non	non	non
30	PMU	Fixer la date d'entrée en vigueur du contrôle d'identité sur les mises et les gains au delà d'un seuil, au 1 ^{er} janvier 2019	Etat	oui	non	non
31	PMU	Soutenir le développement de la monétique en point de vente et sur les hippodromes pour réduire progressivement l'usage des espèces	PMU Etat	oui	non	non
32	France Galop SECF	Restaurer la taxe affectée sur les courses étrangères	Etat	oui	non	non

Groupe de travail 2 : financement de la filière

feuille n°	structure(s) concernée(s)	proposition (synthèse)	responsable de l'action	impact juridique	coût financier pour les structures professionnelles	coût financier pour l'Etat
33	FFE, GHN	agréger les crédits publics et les crédits collectifs privés et en confier la gestion aux socioprofessionnels (conseil national du cheval), confier l'ENE et cadre Noir à la FFE sous forme d'une DSP	Etat/organisations professionnelles	oui	oui	oui
34	SFET	maintenir les soutiens de l'Etat à l'organisation de concours d'élevage, consolider le fonds Eperon, associer la SFET à la gestion du fonds équitation, créer un fonds élevage à destination de la SHF et de la SFET	Etat/organisations professionnelles	non	non	non
35	SHF, SFET	Revoir les modalités de répartition du fond Equitation afin que les sociétés mères des chevaux de sport de travail et de territoires puissent également en bénéficier.	Acteurs socioprofessionnels	non	oui	non
36	SHF	création d'un fond cheval (30 M€) incluant les actuels fonds Equitation et Eperon, et créant une section dédiée à l'élevage	acteurs socioprofessionnels	non	oui	non

Groupe de travail 2 : autres sujets

fiche n°	structure(s) rédacteur(s)	proposition (synthèse)	responsable de l'action	Impact juridique	coût financier pour les structures professionnelles	coût financier pour l'Etat
37	France Galop SECF	Permettre à tous les propriétaires de chevaux de course de s'assujettir à la TVA	Etat	oui	/	non chiffrable
38	GHN	réaffirmer auprès des cabinets comptables la nature fiscale agricole de l'utilisation des installations des centres équestres par les pratiquants de l'équitation	Etat	oui	non	non
39	GHN	Mettre en place dans les centres équestres un arriçage par "formule" et à une répartition forfaitaire pour les prestations combinées (taux de TVA plein et taux réduit) les plus courantes	Etat	oui	non	non
40	GHN	Revenir sur l'exclusion du droit à déduction de TVA sur les pick-up à double cabine	Etat	oui	non	oui
41	France Galop SECF	Rétablir un abattement sur les plus-values de session de chevaux à hauteur de 20 % par portion d'année de détention	Etat	oui	non	oui
42	France Galop SECF	habiliter formellement les sociétés mères des courses à tenir des comptes au nom de leurs membres	Etat	oui	non	non

Groupe de travail 3 : compétitivité

fiche n°	structure(s) réduction(s)	proposition (synthèse)	responsable de l'action	impact juridique	coût financier pour les structures professionnelles	coût financier pour l'Etat
43	FNC	mettre en place le SAS de 6 mois, gratuité des livrets de chevaux de trait (cf propositions d'interbev)	UE	oui	non	non
44	SECF, France Galop	réduire le nombre de chevaux exclus de la chaîne alimentaire : proposition de supprimer l'exclusion par choix du propriétaire	UE	oui	non	non
45	FFE	délivrer un agrément sanitaire à la FFE	Etat	oui	non	non
46	FNC	mise en place d'un réseau sanitaire, charte de bien être, outils de mutualisation et gestion de risques	Etat/Organisations professionnelles	oui	oui	non
47	SECF, France Galop	financer l'équipement par des comités des fédérations / syndicats	Organisations socioprofessionnelles	expertise nécessaire	oui	non
48	SECF, France Galop	permettre à l'institution des courses d'avoir recours au CDD d'usage	Etat ou organisations socioprofessionnelles	oui	non	non
49	FNC	définir le statut d'agriculteur professionnel du cheval	Etat	oui	non	non
50	FNC	améliorer les conditions de travail des professionnels : automatisation, sécurisation, simplification administrative...	Etat/organisations socioprofessionnelles	oui	non	non
51	GHN	confirmer la dispense de formation FIMAO- FCO pour les conducteurs de poids lourds des entreprises équestres	Etat	oui	non	non

52	commission paritaire emploi entreprises équestres	Permettre aux détenteurs d'un CQP EAE ou ORE l'encadrement des scolaires	Etat	oui	non	non
53	GHN	Permettre la validation du BAFA lors de séjours organisés en centres équestres	Etat	oui	non	non
54	FFE	élargir aux titulaires du TFP AP et AAE l'encadrement des scolaires	Etat	oui	non	non
55	SECF, France Galop	réaliser un état des lieux de la mise en œuvre du contrat d'apprentissage dans la filière	Equi ressources -Institut du droit équin	non	non	oui
56	GHN	permettre aux apprentis mineurs de travailler les dimanches et jours fériés	Etat	oui	non	non
57	IFCE	mise en place de formation continue – obligatoire ou non - pour les enseignants en équitation	Etat / Organisations socioprofessionnelles	non	oui	oui
58	GHN	permettre la sous-location d'installations équestres à un professionnel	Etat	oui	non	non
59	GHN	rendre éligibles à la PAC les surfaces exploitées par les structures équestres et annuler les demandes de remboursement des avances de trésorerie	Etat	oui	non	non
60	GHN	Réduire le délai minimum permettant aux structures équestres de mettre en vente les chevaux abandonnés par leur propriétaire	Etat	oui	non	non
61	APCA	Mieux faire connaître, au sein de la filière équine, les actions d'accompagnement mise en place par les chambres d'agriculture	APCA	non	non	non

62	Equi ressources	réalisation d'études sur : 1) les besoins de formation 2) le décompte des emplois dans la filière 3) les problèmes liés à l'utilisation du contrat d'apprentissage dans la filière 4) les raisons du fort turn over observé	Equi ressources	non	non	non
63	Hippolia	soutenir le pôle de compétitivité hippolia à travers une subvention au fonctionnement du pôle et encourager l'usage des nouvelles technologies dans les formations et les structures équestres	Etat	non	non	oui

Groupe de travail 3 : gouvernance

réf. n°	structure(s) réductrice(s)	proposition (synthèse)	responsable de l'action	impact juridique	Coût financier pour les structures professionnelles	Coût financier Etat
64	SHF	mettre en place une organisation simplifiée, cohérente, efficace et lisible de la filière cheval.	organisations professionnelles	non	non	non
65	SFET conseil des chevaux, coord rurale, conf paysanne	mise en place d'une nouvelle structuration de la filière autour d'un « parlement » et d'un « conseil national », articulés autour des 4 sociétés mères, de la FFE et de la fédération des conseils des chevaux	Organisations professionnelles	non	non	non
66	GHN, FFE	mise en place d'un « conseil national du cheval » SECF, FG, FFE, SHF, SFET, FNSEA pour gérer les soutiens à la filière + base d'une interro	Etat/ organisations professionnelles	oui	non	non

En attente d'une proposition collective des acteurs socioprofessionnels pour la création d'une organisation regroupant les principales structures professionnelles de la filière

